

**CHRISTINE BOUTIN**

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2012

**RÉSISTER,  
TRANSMETTRE,  
CONSTRUIRE.**



UNE AMBITION POUR LA FRANCE

---

**BOUTIN**  **2012**

W W W . B O U T I N 2 0 1 2 . F R



Je vous propose une France fraternelle et vivante, dans laquelle chaque homme, chaque femme, chaque enfant, participe et trouve sa place.

**Christine Boutin,**  
le 22 juin 2011  
à Montfermeil.

#### LE PROJET

Réalisation : BOUTIN2012 • Décembre 2011. Tous droits réservés.

Crédits photos : © Stéphane de Bourgies (couverture) • © Franck Camhi (p. 3) • © Michael Kempf - Fotolia.com (p. 5) • © Natascha Farber - Fotolia.com (p. 7) • © Prod. Numérik - Fotolia.com (p. 9) • © Jim Barber - Fotolia.com (p. 11) • © kalou1927 - Fotolia.com (p. 13) • © Jürgen Priewe - Fotolia.com (p. 17) • © jpcasais - PhotoXpress.com (p. 19) • © Eric Robert (p. 21)

# LE PROJET



La France a besoin d'un nouveau souffle. N'ayons pas peur de porter un projet ambitieux pour notre pays :

**RÉSISTER** à l'ultra-libéralisme qui fait de la mondialisation une jungle et désintègre les nations. Résister à la société libertaire qui détruit le lien social et la dignité de la personne. Pour cela, je veux faire de la France le porte-voix d'une mondialisation équilibrée, soutenir la famille, fondée sur l'union d'un homme et d'une femme, défendre le plus fragile.

**TRANSMETTRE** : c'est pour moi la priorité. Nous vivons une crise de la table rase, une rupture dangereuse du lien entre les générations. Je veux faire reconnaître et conforter la famille dans sa responsabilité éducative, recentrer l'école sur son rôle prioritaire d'instruction. La France doit retrouver le goût et la volonté de transmettre.

Enfin, **CONSTRUIRE**, et construire sur le roc. Faire de la famille le pivot de toutes les politiques publiques. Construire une économie du réel, au service de l'homme, en partant des talents de chacun de nos territoires. Instaurer un nouveau partage de l'effort et de la richesse. Refonder l'Europe.

Nous sommes dans une crise d'une telle ampleur que toutes les cartes sont rebattues. Nous devons apporter des idées nouvelles. Ma candidature se veut au service de l'essentiel.

Rien n'est inéluctable. Comme elle l'a fait dans le passé, la France peut montrer le chemin.

*Christine Boutin*

dignité

famille

éducation

culture,  
intégration,  
immigration

économie

institutions

europe

international

# DIGNITÉ

RÉSISTER À LA LOGIQUE DU « TOUT EST PERMIS »  
ET DU « CHACUN POUR SOI »

## → Défendre l'être humain comme une personne unique et inviolable, de la conception à la mort naturelle

- Promouvoir une **écologie humaine** : défendre l'intégrité des personnes, respecter l'altérité homme / femme, veiller à la satisfaction des besoins fondamentaux (se nourrir, se loger).
- Favoriser la recherche éthique et **protéger l'embryon**.
- Maintenir l'**interdiction de l'euthanasie** et **lutter contre l'acharnement thérapeutique** en assurant le maillage territorial des unités de soins palliatifs.
- Aider les femmes enceintes en difficulté (création de maisons maternelles dans chaque département) et **prévenir l'avortement** par une éducation des jeunes à la responsabilité, en lien avec les familles.

## → Protéger le citoyen en situation de fragilité : logement, handicap, dépendance, prison, isolement...

- Logement : Faire appliquer la loi Boutin de mobilisation pour le logement, intégrer l'**accession sociale à la propriété** dans le calcul de la SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) et donner la possibilité aux occupants de logements sociaux d'acheter leur logement.
- Fonder la politique de la dépendance sur un **renforcement du lien entre les générations** : introduire un critère de mixité intergénérationnelle dans l'attribution des logements sociaux et aider les particuliers pour l'accueil des parents âgés.
- **Rompres avec l'isolement** des personnes handicapées : accélérer l'application de la loi de 2005 sur le handicap et privilégier le maintien en milieu ouvert par le développement des services d'accompagnement à la vie sociale.
- **Humaniser les prisons** et donner priorité à la réinsertion par le travail : instaurer un *numerus clausus* pour toutes les prisons, créer 10 000 places supplémentaires dans des maisons d'arrêt à taille humaine, intégrer dans le code des marchés publics la possibilité de fixer des critères d'emploi d'ex-détenus.
- Assurer à chacun de **ne pas tomber dans l'extrême précarité** par l'instauration du revenu de base (cf. page 13).
- Adopter une loi d'**abolition du système prostitueur**.



## → En matière de sécurité et de justice, mettre chacun en face de ses responsabilités et retisser le lien social

- Renforcer la présence des gendarmes et des policiers au contact de la population, donner **priorité aux missions de proximité** sur le tout technique, préparer la population à comprendre les menaces actuelles et à réagir de façon adaptée en l'associant à la défense du territoire, faire reconnaître la nécessité de la juste sanction.
- Développer la **justice réparatrice** (médiation participative entre victimes et auteurs d'infraction, accompagnement des familles d'auteurs et des familles de victimes dans une démarche de réparation, d'amendement et de pardon).
- **Mettre fin à l'impunité** en sanctionnant dès la première infraction et supprimer les aménagements de peine automatique.

# FAMILLE

## PROMOUVOIR LA FAMILLE COMME FONDAMENT DE LA SOCIÉTÉ

L'existence d'une structure familiale et affective stable est déterminante pour l'épanouissement personnel et l'intégration sociale. La précarité du lien familial a un coût social élevé pour la collectivité quand cette dernière doit se substituer à la famille défaillante. Une politique familiale ambitieuse est par exemple la première des mesures en faveur de la prévention de la délinquance.

### → Réaffirmer l'importance civique et sociale du mariage

- Définir le mariage dans la Constitution comme l'**union d'un homme et d'une femme**.
- Instaurer en mairie une préparation au mariage civil et aux engagements moraux et sociaux qu'il implique.

### → Faire de la famille le pivot de toutes les politiques publiques

- Créer un **ministère de la Famille** rattaché au Premier ministre.
- Penser le logement social, les infrastructures et les équipements publics en fonction des besoins des familles : mixité générationnelle, proximité des écoles.
- Rendre justice aux familles en matière de retraites : attribuer des **points en fonction du nombre d'enfants élevés**, dans le cadre d'une réforme globale qui assure l'équilibre des richesses entre les générations.
- Abolir la loi permettant à une personne seule d'adopter : l'enfant a le droit d'avoir un père et une mère.

### → Donner au père et à la mère le temps et les moyens d'une vraie présence éducative

- Créer un « **crédit temps parental** », tout au long de la vie scolaire, pour libérer des heures de présence et suivre le travail des enfants. Ce crédit sera de 3h par couple et par semaine scolaire, et cofinancé par les entreprises et le ministère de la Famille.
- Réaffirmer le principe du **repos dominical**, facteur de cohésion sociale. Les enjeux financiers et économiques ne doivent pas faire de la personne humaine une variable d'ajustement : le dimanche doit rester un temps de repos commun à l'ensemble de la famille et de la société.



### → Inciter les parents à exercer pleinement leur responsabilité éducative

- Créer des dispositifs de **soutien aux parents** : maison des familles, écoles des parents (transmission des repères essentiels de l'autorité et de l'éducation, partage d'expérience).
- Mettre sous tutelle plutôt que de suspendre les allocations familiales (ou le revenu de base) en cas de défaillance des parents.

### → Donner un nouvel élan à la jeunesse par un service national obligatoire

Instaurer un **service national obligatoire**, pour garçons et filles, d'une durée d'un an, entre l'âge de 18 ans et la fin des études. Ce service national sera un vecteur d'unité nationale par le brassage social et l'apprentissage de l'autorité hors du système scolaire. L'appelé pourra choisir entre un service militaire et un service civil. Ce service national comportera une première phase d'instruction commune dans un cadre militaire, puis un service effectué soit dans les corps constitués (police, gendarmerie, brigades de pompiers ou douanes), soit dans le cadre d'une association reconnue d'utilité publique ou une collectivité locale. L'appelé sera indemnisé par le biais du revenu de base de 400 euros par mois (cf. page 13).

### → Supprimer le ministère de l'Éducation nationale au profit d'un ministère de l'Instruction publique

- Rejeter le pédagogisme au profit des **méthodes d'enseignement qui fonctionnent** : lecture syllabique, conjugaison, dictées, bases du calcul, bases chronologiques en histoire.
- Donner la priorité, tout au long de la scolarité, à la **transmission progressive et ordonnée** des savoirs et non à la surprotection de l'élève.
- Valoriser l'histoire et la littérature françaises comme **héritage commun**.

### → Assurer une large autonomie aux établissements, avec un directeur rendu pleinement responsable

- Etablir une carte d'identité de chaque établissement qui permette d'**adapter les moyens aux besoins**.
- Confier au directeur d'établissement le soin de choisir son **équipe pédagogique** et de mener son **projet d'établissement**.
- Laisser aux établissements la **liberté de choisir** les moyens de mise en œuvre des programmes définis au plan national.

### → Sauvegarder le principe de la liberté éducative des familles et en étendre l'application

- Préserver les modes de financement des écoles privées sous contrat et hors contrat.
- **Assouplir la carte scolaire** pour permettre aux parents d'inscrire leurs enfants dans l'établissement de leur choix, sous réserve des places disponibles et de l'examen de leur dossier, afin de garantir l'égalité des chances.
- Expérimenter, dans une ou deux Académies volontaires, la **formule du « bon scolaire »**. Le budget des établissements est abondé par l'Etat en fonction du choix des parents.

### → Mettre fin au collège unique

- Mettre fin au collège unique : il ne sert ni les meilleurs élèves ni les plus faibles, et surtout il ne permet pas à chacun de donner le meilleur de lui-même selon ses aptitudes et ses goûts.
- **Revaloriser l'apprentissage** et créer différentes filières d'excellence, y compris manuelles.



### → Réhabiliter l'autorité et la tenue, physique et morale, au sein de l'école

- **Réhabiliter l'autorité** du professeur et du maître.
- Généraliser les **rites et symboles** qui manifestent l'autorité : estrades, lever des élèves au début des cours, renforcement de l'instruction civique.
- Encourager le **port de l'uniforme** pour les élèves.

### → Moderniser et valoriser le statut de l'enseignant par un accompagnement personnalisé

- Repenser la **formation initiale** en rapport avec la discipline enseignée.
- **Moduler la rémunération**, sur le modèle du secteur privé, par négociation entre l'établissement et l'enseignant, selon les objectifs définis ensemble.
- **Évaluer chaque enseignant** au cours d'un entretien individuel annuel avec le chef d'établissement, l'Inspection jouant de son côté un rôle de conseil, d'accompagnement et de contrôle.
- Développer des liens entre l'**enseignement et le monde de l'entreprise** : mobilité en cours de carrière, mise en place de formations pour d'éventuelles reconversions.

# CULTURE, INTÉGRATION, IMMIGRATION

TRANSMETTRE LA CULTURE ET L'HISTOIRE DE NOTRE PAYS

## → Doter la France d'une politique culturelle ambitieuse

- Soutenir la **transmission de la culture** française par la famille et par l'école.
- Promouvoir la préservation et l'entretien du patrimoine architectural et artistique.
- Libérer les initiatives pour le financement de la culture par le micro-mécénat.
- Porter, dans les cinq ans à venir, un projet de grande envergure comme l'organisation en France d'une **exposition universelle**.
- Abroger la loi HADOPI au profit d'un système de **licence globale**.
- Soutenir la langue française et la francophonie.

## → Intégrer par la culture

- Ne pas se limiter à la politique de rénovation urbaine, mais faire connaître et respecter la langue, l'histoire et le patrimoine de notre pays.
- Subordonner le respect des différences au **respect de la règle commune**.

## → Exiger le respect de la laïcité et de la liberté de conscience

- Exiger de toutes les religions de France, comme de toute personne et organisation, le **respect intégral de la liberté religieuse et des lois de la République**. Faire préciser cette reconnaissance dans les statuts des associations culturelles et culturelles.
- Demander à l'État de faire respecter partout en France une **saine laïcité, qui n'est pas le laïcisme**, mais la distinction et la coexistence paisible de la raison et de la religion, dans la sphère publique comme dans la sphère privée.



## → Subordonner le droit à l'immigration et l'accession à la nationalité aux capacités d'accueil et aux exigences culturelles de la France

- Évaluer régulièrement nos besoins d'immigration (en matière de travail) et tenir compte des capacités d'accueil de la France (fonction de sa situation économique, sociale et financière) : mettre en place des **contrats de développement** avec les pays d'origine qui **conditionnent l'entrée sur notre territoire** à un accord bilatéral préalable.
- Maintenir notre **tradition d'accueil** pour les personnes qui se trouvent dans l'urgence de quitter leur terre (réfugiés politiques, catastrophes naturelles, etc.).
- **Supprimer le droit du sol** et faire de l'accession à la nationalité française le point d'aboutissement d'un vrai parcours d'intégration, volontaire, précis et contrôlé : vérification de l'adhésion pleine et entière du candidat aux valeurs fondamentales de la République française et à sa culture, cérémonie d'intégration avec serment sur la Constitution.

### → Revaloriser le travail et concevoir l'entreprise autrement

- **Rééquilibrer la fiscalité en faveur des PME/PMI** : baisse sensible des aides qui bénéficient aux multinationales au profit d'une diminution équivalente de l'impôt sur les sociétés payé par les PME et PMI, car ce sont elles qui créent le plus d'emplois.
- Imposer les revenus du capital au même titre que les revenus du travail.
- Instaurer un meilleur partage de la richesse au sein de l'entreprise : définir un **écart de salaire maximum** au sein de chaque entreprise, soumettre les stock-options et les actions gratuites à des conditions de performances sociales ou sociétales, associer les salariés aux résultats de l'entreprise.
- Promouvoir le développement de modèles d'**entreprises socialement innovantes** : économie mutualiste, entreprises à visée sociale (« social business »), sociétés coopératives et participatives.

### → Développer l'emploi en s'appuyant sur les talents originaux de chacun de nos territoires

- Valoriser la prise de risque, favoriser un **capitalisme d'entrepreneurs**.
- Rendre à la Région sa mission d'investisseur en mobilisant des fonds régionaux au service de filières enracinées et en créant des bourses locales dédiées au **financement des PME-PMI et TPE-TPI**.
- Développer le sentiment d'appartenance, **valoriser les atouts de nos territoires** et les identités locales, les produits d'origine contrôlée.
- Soutenir le **développement des villes moyennes** (investissement dans les infrastructures) et plan de déplacement facilitant les relations villes-campagnes.
- Utiliser le **numérique** comme levier de croissance et facteur d'intégration, notamment dans le monde rural.

### → Ancrer l'économie dans le réel

- Taxer la spéculation (opérations répétées à court terme, cf. page 19).
- Interdire les produits purement spéculatifs.
- Poursuivre l'effort de recapitalisation des banques.



### → Instaurer un nouveau partage de l'effort et de la richesse

- Refonder et **simplifier notre système fiscal et social** par la création d'un **revenu de base** pour tous les citoyens de 400 € par mois pour les adultes et de 200 euros par mois de la naissance à 18 ans, en lieu et place de la myriade d'allocations existantes.
- Combiner ce revenu à un **impôt payé par tous sur tous les revenus** : tous les Français payent l'impôt sur le revenu (contre 50 % aujourd'hui) et les revenus du capital sont imposés au même titre que ceux du travail. Seules trois tranches d'imposition sont mises en place. Toutes les niches fiscales sont progressivement supprimées sauf celles dont l'efficacité sociale est prouvée.
- Le revenu de base est **sans surcoût pour le budget de l'Etat**, il instaure des droits et des devoirs pour chacun et **allège les charges sociales** des entreprises.

### → Rétablir l'équilibre des comptes publics

Introduire une règle de bonne gestion dans les comptes publics : **aucun budget en déficit ne pourra être voté**. Axer l'effort sur la baisse des dépenses de fonctionnement de l'Etat et des collectivités locales.

# INSTITUTIONS

CONSTRUIRE UNE DÉMOCRATIE AU SERVICE DU BIEN COMMUN  
ET DES DROITS FONDAMENTAUX DE LA PERSONNE

Une majorité ne suffit pas à faire une vérité. Toute loi doit prendre en compte la dignité de la personne, qui passe par le respect de son droit à la vie, à la sécurité, à l'éducation dans la liberté, au travail décent, à la liberté d'entreprendre en économie, à l'exercice plénier de ses responsabilités familiales, à l'appartenance à une société de liberté.

## → Faire respecter l'État de droit

Réaffirmer l'**autorité de l'Etat**, face aux tentatives actuelles de la braver : zones de non-droits où les lois de la République sont subordonnées à des principes religieux, cas d'« homoparentalité » autorisé par les juges en dépit de l'interdiction du législateur, etc. De tels agissements mettent en danger les libertés démocratiques. Notre Constitution, nos lois sont le rempart contre l'arbitraire.

## → Renforcer et clarifier les missions de la Justice

- Redonner à la justice les moyens de fonctionner en **augmentant son budget** de 10 %.
- **Scinder le ministère de la Justice** en un ministère du Droit et un ministère de la Pénitentiaire et de la probation.

## → Rétablir la liberté d'expression

**Supprimer la Halde** - Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'égalité, aujourd'hui incluse dans la mission du Défenseur des droits. La Halde n'a aucune légitimité et exerce une autorité technocratique au service de la pensée unique.

## → Instaurer un septennat présidentiel non renouvelable et réduire le nombre de députés à 500, dont 100 élus à la proportionnelle

- Rendre au président de la République, par le **septennat non renouvelable**, le bénéfice de la durée et l'indépendance d'esprit nécessaires à la hauteur de sa fonction.
- **Réduire le nombre des députés** à 500 afin de participer à l'effort collectif de réduction des dépenses publiques.
- **Instaurer une dose raisonnable de proportionnelle** (100 députés) pour favoriser l'émergence d'un vrai pluralisme sans nuire à l'efficacité de la prise de décision.



## → Faciliter le recours au référendum d'initiative populaire

Assouplir les conditions de mise en œuvre du référendum d'initiative populaire, institué par la révision constitutionnelle de 2008 : **abaisser le seuil à un million** de Français.

## → Organiser nos territoires et nos institutions selon le principe de subsidiarité, à partir de la commune, cellule de base de notre démocratie

**Préserver nos communes**, réserver aux conseillers municipaux l'élection au suffrage universel et mettre en place une intercommunalité fondée sur la liberté d'association des communes et la mise en commun des projets pour dynamiser les territoires.

## → Maintenir une Défense forte et autonome

- Rétablir le budget de la Défense à 2% du PIB.
- Conserver la **dissuasion nucléaire**.
- Recentrer les forces sur la défense du territoire national (métropole et outre-mer), constituer une garde nationale et préserver les **intérêts vitaux** de la Nation.
- Conserver à la gendarmerie son statut militaire.

**L'Europe a dévié de son intuition première. Il est urgent de mettre fin aux erreurs d'une vision ultra-libérale, de refuser le « tout concurrence » et de réhabiliter le bien commun en lieu et place de l'individualisme. L'Europe doit revenir à sa mission essentielle, celle d'indiquer au monde une voie politique nouvelle, fondée sur la paix et la reconnaissance de l'autre.**

### → Refuser la fragilisation de l'Europe

- Préserver l'héritage de **Robert Schuman** : la paix en Europe, l'association libre des volontés nationales pour une construction commune et la reconnaissance officielle des racines judéo-chrétiennes de l'Europe.
- Porter une « initiative citoyenne » au niveau européen qui permette à l'Union européenne d'affirmer clairement ses **racines judéo-chrétiennes**. Montrer ainsi que l'Europe n'est pas une terre en jachère, une terre de conquête pour des cultures qui ne partagent pas notre vision de la primauté de la personne humaine, de la liberté d'expression et de la démocratie.

### → Fonder une nouvelle organisation intergouvernementale de l'Europe

- Relancer la construction européenne en développant des **projets communs d'envergure** et qui traduisent l'originalité de notre civilisation (comme ont pu l'être Europol, Airbus, Ariane espace, Erasmus, etc.).
- Faire respecter l'exclusion de tout ce qui touche à la famille du champ de compétence de l'Union européenne.
- Donner le pouvoir au **Conseil des ministres** et faire de la Commission un secrétariat général en mettant fin à l'exclusivité d'initiative de la Commission.
- **Stopper l'inflation législative**, qui fait passer l'Europe de l'harmonisation à l'uniformisation.
- Supprimer l'indépendance de la Banque Centrale Européenne (BCE) et la mettre sous tutelle intergouvernementale.



### → Créer un nouveau système monétaire européen pour renouer avec la croissance

Mettre en place dans les Etats volontaires une **monnaie complémentaire** (en France, l'**euro-franc**), en parallèle à l'euro, pour relocaliser l'économie, augmenter le pouvoir d'achat et dynamiser les échanges.

### → Fortifier la défense de l'Europe

- Etablir à l'échelle européenne un « livre noir » des menaces et des risques qui pèsent sur l'Europe.
- Faire de la France un promoteur de l'Europe de la défense, redéfinir les partenariats en incorporant les volets énergétique et spatial et en cherchant de la profondeur stratégique.
- Préparer l'Europe à **assumer sa défense** de façon autonome, en donnant l'exemple d'une défense française forte (dissuasion nucléaire), autonome (capacités d'action et logistiques) et innovante (technologies de pointe).

# INTERNATIONAL

## RÉSISTER AUX EXCÈS D'UNE MONDIALISATION ULTRA-LIBÉRALE

### → Faire de la France le porte-voix d'une mondialisation équilibrée

- Maintenir le **siège permanent** de la France au Conseil de sécurité de l'ONU.
- Exiger des entreprises multinationales la mise en place de la **traçabilité sociale** sur toute la chaîne de production.
- Imposer à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) le respect de **normes sociales et environnementales** (dont le « droit au travail décent »).
- Passer du **G20 au G25** en intégrant des pays pauvres.
- Créer un fonds regroupant des capitaux publics et privés pour multiplier les entreprises de social business dans le monde.
- Promouvoir l'utilisation d'un indicateur d'équilibre social.

### → Lutter contre la paupérisation de nos agriculteurs et la famine dans le monde

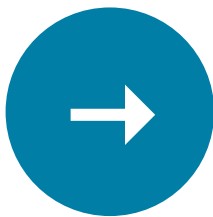
- Modifier le code des marchés publics pour introduire une clause « agriculture de qualité » et privilégier les produits européens.
- **Rétablir la préférence communautaire** et assurer des revenus équitables à nos agriculteurs en orientant la Politique Agricole Commune (PAC), en 2013, vers un marché protecteur et régulé.
- Sortir l'agriculture mondiale de l'OMC en créant un système de grands **marchés régionaux protégés** (il s'agit d'aboutir à un système gagnant-gagnant dans lequel l'Afrique, en particulier, trouverait son compte, et où la France et l'Europe pourraient faire jouer à plein la qualité et l'enracinement de leurs produits).
- Inciter tous les pays européens à mener une politique de la chaise vide à l'OMC tant que ces exigences fondamentales ne seront pas satisfaites.



### → Lutter contre l'extrême pauvreté et le déséquilibre croissant entre riches et pauvres

Instaurer une **taxation internationale sur les opérations boursières** répétées à court terme (taxation forte pour les mouvements de court terme, taxation symbolique au-delà d'un an) et attribuer le produit de cette taxe au financement du co-développement.

# 12 *priorités* pour 2012



**1.** Promouvoir la famille, en définissant le mariage dans la Constitution comme l'union d'un homme et d'une femme et en mettant en place dans toutes les communes une préparation au mariage civil. Défendre la vie de la conception à la mort naturelle et assurer les conditions d'une vie digne à tout citoyen, en particulier au plus fragile.

**2.** Refonder notre système éducatif, en créant un ministère de l'Instruction publique qui renonce aux utopies pédagogiques et centre l'école sur son rôle de transmission ordonnée du savoir, de la langue et de la culture françaises.

**3.** Instaurer un nouveau partage de l'effort et de la richesse par une réforme profonde et ambitieuse de notre système fiscal et social : création d'un revenu de base pour tous les citoyens, substitué à la myriade d'allocations existantes et combiné à un impôt payé par tous sur tous les revenus.

**4.** Mettre en place un nouveau service national obligatoire, occasion d'un vrai brassage social, d'un engagement au service de la collectivité et d'une découverte de l'autorité.

**5.** Supprimer le droit du sol et faire de l'accession à la nationalité française le point d'aboutissement d'un vrai parcours d'intégration, volontaire, précis et contrôlé.

**6.** Retrouver la force de nos institutions en instaurant un septennat non renouvelable et en réduisant le nombre de députés à 500 dont 100 élus à la proportionnelle.

**7.** Rétablir la liberté d'expression en supprimant la Halde (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité).



**8.** Préserver nos communes, réserver aux conseillers municipaux l'élection au suffrage universel et mettre en place une intercommunalité fondée sur la liberté d'association des communes et la mise en commun des projets pour dynamiser les territoires.

**9.** Construire une économie réelle et relancer l'emploi en favorisant un tissu de PME-PMI enracinées dans nos territoires, par une baisse sensible des aides qui bénéficient aux multinationales au profit d'une diminution équivalente de l'impôt sur les sociétés payé par les PME et PMI.

**10.** Assurer des revenus équitables à nos agriculteurs en orientant la PAC, en 2013, vers un marché protecteur et régulé : rétablir la préférence communautaire, sortir l'agriculture mondiale de l'OMC en créant un système de grands marchés régionaux protégés.

**11.** Relancer le pouvoir d'achat, favoriser la production nationale et dynamiser les échanges en créant une monnaie nationale complémentaire à l'euro : l'euro-franc.

**12.** Réaffirmer notre attachement à la construction européenne et fonder l'avenir de l'Europe sur la reconnaissance officielle de nos racines judéo-chrétiennes, le respect de la souveraineté des peuples et des objectifs communs de civilisation.

**RETROUVEZ**  
**LES ARGUMENTAIRES**  
**ET TOUTE L'ACTUALITÉ**  
**DE LA CAMPAGNE SUR**  
**[www.boutin2012.fr](http://www.boutin2012.fr)**

**LE PROJET**

DÉCEMBRE 2011. TOUS DROITS RÉSERVÉS.

**BOUTIN** → **2012**  
W W . B O U T I N 2 0 1 2 . F R